

E – Coût et budget du projet

Programme de gestion transfrontalière des agroécosystèmes du bassin de la Kagera (PGTA Kagera)

1. COÛTS DIFFÉRENTIELS ET FINANCEMENT DU PROJET	11
1.1 Tableau récapitulatif des coûts différentiels.....	11
8.2 Rentabilité	12
2. DESCRIPTION DE L'ANALYSE DES COÛTS DIFFÉRENTIELS.....	15
3. BUDGET DU PROJET.....	27

1. COÛTS DIFFÉRENTIELS ET FINANCEMENT DU PROJET

Les coûts et avantages différentiels du projet intégral sont présentés ci-dessous et dans le tableau 1 de l'annexe 1. Les coûts différentiels totaux de l'alternative du FEM s'élèvent à 30,9 millions d'USD environ dont 7 millions (23 pour cent du coût total) représentent le montant demandé au FEM pour financer intégralement le projet. Le cofinancement du solde de 75 pour cent (24,5 millions d'USD) viendra des quatre pays participants, de la collaboration directe avec les programmes régionaux, des bénéficiaires locaux (communautés, agriculteurs et éleveurs), de la FAO avec un soutien additionnel des bailleurs de fonds.

1.1 Tableau récapitulatif des coûts différentiels

Coûts d'investissement	Situation de base-B	Alternative A (situation avec le projet)	Augmentation A-B FEM et cofinancement
Réalisation 1: Coordination transfrontalière, partage des informations et mécanismes de suivi et évaluation	Situation de base: 4,328,981 USD Gouvernements: 1,563,000 USD Programmes de donateurs régionaux (PAALEN/ PGELV; FAO-Africover etc.) 1,944,760 USD et nationaux (PSSR;PDSA; PMA) 821,221 USD	Alternative: 8,412,374 USD	Augmentation: 4,083,393 USD FEM: 1,766,873 USD Cofinancement (gouvernements, projets, bénéficiaires) = 2,316,520 USD
Réalisation 2: Établissement de conditions administratives, de planification et législatives favorables	Situation de base: 6,216,255 USD Programmes du gouvernement et des donateurs nationaux 5,066,255 USD Programmes de donateurs régionaux 1,150,000 USD	Alternative: 7,912,917 USD	Augmentation: 1,696,662 USD FEM: 423,342 USD Cofinancement: 1,273,320 USD
Réalisation 3: Capacités et connaissances permettant la promotion et le soutien technique de la GDTA dans le bassin	Situation de base: 15,446,004 USD Gouvernement et donateurs 14,485,684 USD Donateur régional : 960,320 USD	Alternative: 20,312,527 USD	Augmentation: 4,866,523 USD FEM: 1,230,003 USD Cofinancement: 3,636,520 USD
Réalisation 4: Pratiques améliorées de gestion des terres et des agro-écosystèmes appliquées et favorisant les utilisateurs des terres dans tous les agroécosystèmes dans le bassin	Situation de base: 18,219,885 USD Gouvernement et donateurs 16,705,885 USD Donateur régional : 1,514,000 USD	Alternative: 36,263,417 USD	Augmentation: 18,043,532 USD FEM: 2,360,682 USD Cofinancement: 15,682,850 USD
Réalisation 5: Gestion du projet	Situation de base incluse dans les éléments susmentionnés	Alternative: 2,182,800 USD	Augmentation: 2,182,800 USD

Coûts d'investissement	Situation de base-B	Alternative A (situation avec le projet)	Augmentation A-B FEM et cofinancement
	comme non séparable		FEM: 582,800 USD Cofinancement: 1,600,000 USD
Coûts d'investissement totaux	Situation de base: 44,211,125 USD	Alternative 75,084,035 USD	Total: 30,872,910 USD FEM: 6,363,700 USD Cofinancement: 24,509,210 USD

8.2 Rentabilité

Pendant la préparation du projet, un certain nombre d'options ont été examinées pour identifier l'approche la plus rentable à adopter pour les questions relatives à la dégradation des terres dans le bassin hydrographique vaste et diversifié de la Kagera. Cette opération a consisté dans l'évaluation i) d'options permettant de transformer des pratiques de gestion agricoles impropres en pratiques et techniques de gestion durables et ii) les arrangements institutionnels nécessaires pour approuver, planifier et mettre en œuvre les options avec les parties prenantes.

En ce qui concerne les techniques et les approches, une des options considérées consistait en un processus qui étendrait les interventions à l'ensemble du bassin pour atteindre autant de communautés que possible. Pour ce qui est des accords institutionnels, une des options visait le renforcement du cadre institutionnel et réglementaire, afin d'interdire les pratiques causant la dégradation en établissant et mettant en application des lois, et en accélérant la mise en œuvre des plans d'action nationaux (PAN) pour combattre la désertification et accroître la productivité grâce à l'apport d'intrants. Cela déterminerait la réalisation d'un niveau élevé de coopération régionale entre les pays partageant le bassin, et améliorerait l'efficacité des prestations des multiples organismes gouvernementaux s'intéressant aux divers ressources naturelles et services agricoles.

Vu la taille du bassin et la capacité très limitée des institutions du bassin (notamment le bureau agricole et de planification des districts) et la grande distance que devraient parcourir les chercheurs pour atteindre les communautés et, compte tenu des enseignements tirés d'autres projets appuyés par le FEM et la FAO, il a été décidé comme alternative du FEM d'adopter une approche plus ciblée et en deux phases pour limiter les coûts. Premièrement, améliorer les pratiques de gestion agricole et d'élevage d'un nombre limité de communautés, micro-bassins versants et unités foncières transfrontalières choisis et examiner des questions particulières identifiées, et deuxièmement (année 3 du projet), diffuser plus largement les pratiques réussies dans le bassin grâce à la constitution de réseaux des CEP et des plans de développement du district qui exploitent l'effet de démonstration de pratiques éprouvées de gestion durable de terres.

Certaines pratiques et approches ont été identifiées pendant la préparation du projet (agriculture de conservation, récolte de l'eau de pluie, gestion améliorée et rotation des pâturages, affouragement à l'étable, etc.) dans le bassin et dans une zone plus étendue mais elles exigent des démonstrations pour servir à la formation locale, et devront être adaptées et validées par la collecte de données sur leur rentabilité et leur impact (environnement et moyens d'existence). C'est pourquoi lorsqu'elles identifient les pratiques de gestion durable des terres les plus adaptées à tester et, si elles s'avèrent efficaces, à diffuser, les équipes techniques nationales devront s'inspirer des résultats de la recherche sur des activités/projets de gestion des ressources en terres et agricoles, du savoir local et des innovations des agriculteurs dans toute la zone. Il faudra choisir avec soin les sites cibles les plus adaptés à la démonstration et insister sur l'accès à la recherche et le soutien technique pour optimiser les succès, et contribuer à l'évaluation des impacts et avantages environnementaux et socio économiques. Cette opération devrait faciliter leur diffusion successive dans tout le bassin, grâce aux

efforts des animateurs et du personnel technique des CEP, en fonction de l'intérêt manifesté par les autres communautés et les possibilités de collaboration et de financement.

La gestion adaptative participative, réalisée par le biais des approches CEP, devrait assurer que les techniques améliorées de GDTA seront celles choisies en premier et validées par les communautés à l'aide des parcelles d'essais des CEP. Les outils de suivi participatif (tels que LADA) et des indicateurs locaux seront utilisés pour évaluer les impacts des interventions pilotes sur les exploitations, et dans des micro-bassins versants et les unités foncières transfrontalières, afin de vérifier qu'ils sont techniquement et socialement adaptés, rentables et qu'ils génèrent des avantages environnementaux mondiaux comme le renforcement de la biodiversité et de son utilisation durable, la promotion de la fixation du carbone et l'amélioration des approvisionnements en eau. La création de capacités est un élément important du projet aux niveaux de l'exploitation, du district et du bassin, et la rentabilité sera optimisée par des séances de vulgarisation qui assureront l'exécution rentable et le développement du projet. Il faudra en outre renforcer les capacités des institutions locales et des ONG et créer des mécanismes simples d'information et d'aide à la décision.

En ce qui concerne l'appui institutionnel, au lieu de se concentrer sur la protection des ressources et le soutien fourni par les multiples secteurs/filière (semences, produits vétérinaires, lutte contre l'érosion du sol, irrigation, etc.), l'accent sera mis sur la participation et le renforcement des capacités d'équipes multisectorielles dans les districts pour encourager les approches intégrées de l'écosystème qui restaurent la santé, la productivité et la résistance des systèmes agricoles. La démonstration des multiples avantages ainsi créés devrait améliorer au niveau du district la planification et le soutien budgétaire du secteur agricole, notamment en matière de formation et d'adaptation des approches CEP, de planification des activités communautaires et de multiplication des débouchés commerciaux pour les produits des agroécosystèmes ayant des biodiversités propres. Elle devrait aussi fournir les incitations susceptibles d'appuyer les services écosystémiques valables et de faciliter l'adaptation au changement climatique.

La stratégie choisie sera d'autant plus rentable qu'elle permettra d'éviter l'éparpillement des ressources financières et humaines entre de nombreux sites cibles et institutions, ce qui affaiblirait l'impact après les 4,5 années du projet. Plutôt que la spécialisation agricole, qui tend à augmenter la vulnérabilité aux irrégularités du climat et des marchés, l'approche axée sur l'agroécosystème devrait renforcer aussi la sécurité alimentaire et les moyens d'existence des populations, grâce à une utilisation plus efficace des ressources (cycle nutritif, rétention de l'eau de pluie) et des produits multiples et de qualité (diversité d'aliments, combustibles, matériaux de construction, etc.), et réduire le risque d'infestations de ravageurs et de maladies (lutte biologique). La collaboration avec des projets qui portent sur la sécurité alimentaire (dispositifs de sécurité sociale, nutrition, etc.), les services agricoles (fourniture d'engrais, semences améliorées) et la commercialisation devrait contribuer à promouvoir la viabilité des agroécosystèmes productifs et durables résultants.

Le fait d'avoir mis en œuvre le projet intégral avec tous les intervenants présents sur le terrain (MEP-B) a été fondamental pour mieux comprendre la valeur ajoutée représentée par le financement du FEM et l'ampleur du cofinancement octroyé par les districts, les gouvernements et les partenaires et la volonté de collaborer à la mise en œuvre du projet.

La situation de base du projet est considérable, grâce au financement des activités sectorielles relatives aux ressources en eau, à l'agriculture et l'élevage, à la gestion des forêts et à la gestion coordonnée des ressources en eau dans les bassins du Nil et du lac Victoria. Ces efforts sont évalués à environ 44,2 millions d'USD pour l'ensemble du bassin de la Kagera pendant la durée du projet. Cependant, les investissements sont répartis de façon inégale dans le bassin et les pays, et tendent à être concentrés sur le développement ou la conservation, plutôt que sur l'incorporation de concepts menant à l'utilisation durable des terres et aux approches intégrées de l'écosystème. La bonne situation de base fera en sorte que le financement du FEM sera rentable car on s'attend à ce que le projet renforce, dans le bassin de la Kagera, la coordination intersectorielle, la planification et l'intégration de la gestion

des terres, des eaux et des agroécosystèmes dans les programmes d'utilisation des terres du district et nationaux et les processus de planification.

2. DESCRIPTION DE L'ANALYSE DES COÛTS DIFFÉRENTIELS

Le bassin de la Kagera représente un écosystème d'une importance mondiale avec des zones d'un très grand intérêt à la ligne de partage entre l'Afrique orientale et centrale ; il fournit de multiples services environnementaux et économiques, notamment au plan de l'agrobiodiversité, et assure des moyens d'existence durables et la sécurité alimentaire à quelque 16,5 millions de personnes qui deviendront 18,5 millions environ d'ici 2015. Cependant, dans les quatre pays qui partagent le bassin hydrographique (Burundi, Rwanda, Ouganda et Tanzanie), la dégradation des terres et, de ce fait, la perte de la structure et des fonctions de l'écosystème ont suscité une forte inquiétude aggravée par les mouvements de réfugiés et leurs capacités réduites dues au VIH/SIDA. La durabilité de la gestion des ressources dans le bassin de la Kagera affecte l'hydrologie et le fonctionnement de ses systèmes aquatiques et terrestres et influence directement le bassin du lac Victoria (partagé entre l'Ouganda, la Tanzanie et le Kenya), fournissant le débit d'eau le plus important (24 pour cent) pénétrant dans le lac, et affectant aussi directement le bassin plus étendu du Nil dont il fait partie.

La croissance démographique rapide et la variabilité climatique accrue ont augmenté la vulnérabilité de la population du bassin provoquant des changements d'affectation des terres, la dégradation des terres, la déforestation, la fragmentation des terres en parcelles de plus en plus exiguës, et exerçant des pressions croissantes sur des ressources limitées et souvent fragiles servant à satisfaire les besoins domestiques (aliments, bois de feu, etc.). La dégradation des ressources naturelles du bassin de la Kagera, aggravée par les pratiques impropres de gestion et les forces du marché (brûlages, surcharge des pâturages, spécialisation des cultures, abandon des pratiques de restauration des éléments nutritifs des sols, etc.), nuit sérieusement à la structure et aux fonctions de l'écosystème, et détermine la disparition des habitats et la perte d'une diversité d'une importance mondiale, notamment la biodiversité agricole sur laquelle reposent en particulier les moyens d'existence des populations rurales.

La question clé pour les pays qui partagent le bassin de la Kagera est de savoir comment soutenir le développement socioéconomique et les moyens d'existence de ceux qui sont tributaires des ressources du bassin par l'inversion des processus de dégradation et de perte de biodiversité et en assurant la gestion et l'utilisation durables des ressources en terres et des écosystèmes sur lesquelles s'appuient l'élevage, l'agriculture et les systèmes agricole mixtes. Le bassin de la Kagera et ses écosystèmes jouent des rôles écologiques et hydrologiques cruciaux, protégeant les ressources en eau et offrant une gamme étendue d'habitats et de systèmes d'utilisation des terres permettant la conservation et l'utilisation viable d'une biodiversité importante, et fournissant de multiples opportunités socioéconomiques. Plusieurs programmes sont en cours pour la gestion intégrée et transfrontalière des ressources en eau ; cependant, mettre fin à la dégradation de terres arables et de terrains de parcours productifs et réduire les pressions sur les terres humides, les forêts et les bassins versants exigent la transformation de systèmes agricoles et de pratiques de gestion impropres en systèmes et pratiques durables. Il faut pour ce faire un cadre coordonné de collaboration et les efforts concertés des pays qui partagent le bassin de la Kagera.

L'analyse diagnostique transfrontalière (ADT) préliminaire effectuée pendant le MEPB a mis en évidence le problème de la dégradation croissante des ressources, de la perte de potentiel productif des terres, de la réduction de la biodiversité et, par conséquent, des fonctions et services de l'écosystème, imputable à la poussée démographique et à la dépendance de la majorité de la population rurale vis-à-vis de superficies de plus en plus limitées pour satisfaire leurs besoins en aliments, combustibles, revenu, etc. L'ADT a également identifié un certain nombre de contraintes stratégiques et institutionnelles qui empêchent les utilisateurs des terres et d'autres parties prenantes d'adopter des systèmes et pratiques d'utilisation des terres plus durables. L'analyse de la situation de base du projet et des coûts différentiels a été élaborée lors d'un atelier régional tenu à Entebbe auquel participaient des planificateurs de district, des décideurs et des directeurs de projets/programmes pertinents. L'analyse s'est poursuivie dans les districts bénéficiaires et au niveau central identifiant les mesures appropriées et les investissements qui pourraient mettre fin à la dégradation des terres, à la perte de biodiversité et à la réduction du potentiel et du fonctionnement des écosystèmes agricoles.

La situation de base identifie les programmes gouvernementaux et les investissements appuyés par les bailleurs de fonds qui ont été fournis aux éléments du projet au cours des cinq années de sa durée aux fins de soutenir la gestion des ressources en terres et les priorités agricoles et environnementales, conformément aux stratégies et plans d'action nationaux pertinents. Outre les investissements nationaux dans les districts bénéficiaires du bassin de la Kagera, la situation de base comprend des activités particulières liées à la gestion des terres de programmes régionaux de gestion du bassin (IBN-PAALLEN), notamment le Projet de gestion intégrée des ressources en eau (PGIRE) qui opère aussi dans le bassin de la Kagera, et le Programme de gestion environnementale du lac Victoria (PGELV) intéressant le Kenya, la Tanzanie et l'Ouganda et qui traverse (de 2006 à mi-2007) une phase de liaison préalable à l'investissement dans la phase II. Ces programmes ne visent pas de façon particulière la coordination et le partage des informations entre les secteurs agricole, de l'élevage, de l'eau, des terres et des forêts, en vue d'atténuer les impacts défavorables des activités agricoles et d'élevage sur les sols, les eaux et les ressources biologiques, et sur les fonctions de l'écosystème (impacts directs sur les terres arables et les pâturages et impacts sur les terres humides, les forêts et les aires protégées) grâce à la planification, la mise au point et la gestion communautaire et de district de terres et d'agroécosystèmes productifs.

Un résumé des programmes et projets pertinents contribuant à la situation de base figure au tableau 3 de l'annexe 1. Les catégories d'activités comprennent la mise en valeur agricole et le développement zootechnique, la conservation des sols et des eaux, la protection de l'environnement et la foresterie/agroforesterie communautaire.

Composant 1: Coordination transfrontalière, partage des informations et mécanismes de suivi et d'évaluation.

Les programmes de gestion transfrontalière du bassin hydrographique et des ressources en eau concernant le bassin du Nil, y compris le bassin de la Kagera et celui du lac Victoria, portent sur la coopération transfrontalière pour la gestion des ressources en eau et des écosystèmes lacustres. D'une importance particulière pour le PGTA Kagera est le PGELV I du FEM qui a investi dans la recherche scientifique comprenant des études et cartes sur l'érosion du sol et qui continuera à soutenir la surveillance et la gestion des ressources en eau, le partage des données et des informations et la formulation des politiques, ainsi qu'un élément comprenant la gestion des terres. La phase II du PGELV est en train de démarrer après une période intérimaire, avec davantage d'activités de terrain ; sa situation de base estimée s'élève à 3,8 millions d'USD¹⁰. Sont aussi planifiés le Projet d'action transfrontalier environnemental du NIL (PATEN) du Programme de la vision partagée (PVP) pour tous les pays du bassin du Nil et un projet sur l'utilisation de l'eau en agriculture, faisant partie du PAALLEN, dans les quatre pays de la Kagera, ainsi que deux autres, qui soutiendront l'irrigation et la commerce transfrontalier des produits agricoles résultants (estimé à 5 pour cent de la situation de base, soit 180 000 USD). La situation de base pour la gestion du projet a été estimée par les institutions nationales chargées de la gestion des ressources naturelles, de la mise en valeur agricole et du développement zootechnique. En tenant compte aussi des cartes et données fournies par l'Africover régional et par les projets d'information sur les ressources en eau du bassin du Nil de la FAO, du soutien du gouvernement et des projets régionaux susmentionnés, la situation de base totale pour cet élément est estimée à 4 328 981 USD.

¹⁰ Le PGTA sera mis en oeuvre avec la pleine collaboration du PGIRE du l'IBN-PAALLEN qui vise à établir un cadre durable pour la gestion conjointe des ressources en eaux partagées du bassin de la Kagera. La collaboration en matière de politiques, juridique et institutionnelle, de systèmes de partage des données et informations et de gestion du projet est modestement estimée à 830 000 USD pour les deux projets qui seront coordonnés très étroitement. Cela contribuera à assurer un cadre intégré pour la gestion des terres et des eaux coordonné par des organismes s'occupant d'eau, d'environnement et d'agriculture. Des liens seront établis entre le CDP du PGIRE qui est guidé par les ministères des ressources en eau et le CDP du PGTA qui est dirigé par les ministères de l'environnement et de l'agriculture des quatre pays.

Composant 2: Cadre stratégique, de planification et législatif favorable.

Les gouvernements et leurs partenaires pour le développement ont soutenu la formulation de politiques, de stratégies et de la législation nationales intéressant les activités du PGTA dans le bassin, notamment les stratégies et programmes de réduction de la pauvreté (SPRP), les plans d'actions nationaux de lutte contre la désertification et la sécheresse (PAN), les stratégies et plans d'action nationaux pour la biodiversité (SPANB), les programmes nationaux pour l'environnement (PANE), ainsi que des stratégies et programmes connexes pour l'agriculture, l'élevage et les forêts. Cependant, la mesure dans laquelle les approches sont harmonisées et leur mise en œuvre est réellement soutenue aux niveaux local et du district est variable et dans l'ensemble limitée, en raison du manque de coordination des services de soutien sectoriels et des processus de planification à court terme et de l'absence de prise de conscience, de connaissances ou des capacités, notamment pour leur intégration et la fourniture d'incitations permettant leur mise en œuvre par les utilisateurs des terres. La situation de base pour cet élément et donc estimée à 6 216 255 USD.

Composant 3: Capacités et connaissances relatives à la promotion et au soutien technique de la gestion durable des terres et des agroécosystèmes du bassin.

Les gouvernements fournissent un soutien considérable à la création de capacités institutionnelles et humaines, à l'aide de programmes de protection de l'environnement, de mise en valeur agricole et de développement zootechnique, de réduction de la pauvreté et d'amélioration de la sécurité alimentaire. Il existe parfois des programmes à grande échelle appuyés par des donateurs, qui sont souvent des projets multi-donateurs financés par des mécanismes cumulatifs et fondés de façon croissante sur des principes de décentralisation des ressources et des prises de décision, de participation, d'autonomisation et d'autosuffisance des communautés locales, et de privatisation des fournisseurs de services (notamment l'ASSP en Tanzanie, l'AMIS au Rwanda et le PMA en Ouganda). La situation de base pour cet élément est importante et estimée à 15 446 004 USD car elle comprend la vulgarisation et des activités de recherche dans les districts qui ont visé l'augmentation de la productivité et l'amélioration de la commercialisation des produits, ainsi que la protection de l'environnement. Ressort clairement, dans l'ensemble du bassin de la Kagera, le besoin de renforcement des capacités aux niveaux local, du district et du bassin à créer et promouvoir des approches intégrées des agroécosystèmes et à identifier et mettre en œuvre des moyens visant à encourager les utilisateurs des terres et les communautés à adopter plus largement des systèmes d'utilisation des terres et des pratiques de gestion durables.

Composant 4: De pratiques améliorées de gestion des terres et des agroécosystèmes sont mises en œuvre et favorisent les utilisateurs dans tous les agroécosystèmes dans le bassin.

Les programmes mentionnés au titre de l'élément 3 fournissent aussi un soutien marqué à la mise en valeur agricole et au développement zootechnique (fourniture d'intrants et commercialisation – pour certains produits – fourniture de produits et services vétérinaires, intensification de la gestion des ressources naturelles (boisement des bassins versants, conservation des terres et des eaux) et à la délimitation des propriétés et à la reconnaissance des titres fonciers. La situation de base estimée pour cet élément est également assez élevée : 18 219 885 USD. Cependant, les activités de terrain sont souvent très disséminées et ne portent pas sur les contraintes auxquelles font face les utilisateurs des terres et qui entravent l'adoption de systèmes agricoles durables et la conservation des ressources, y compris la biodiversité (insécurité du régime foncier, pauvreté et manque de connaissances et d'outils, absence de marchés pour les variétés/produits locaux, manque de soutien à la production animale à l'aide de l'utilisation des races locales adaptées, absence de sources énergétiques de substitution, traditions locales, comme la détention de grands troupeaux). C'est ainsi que la dégradation des terres, la surexploitation des ressources et la perte de biodiversité se poursuivent. Les actions tendent aussi à favoriser les agriculteurs et éleveurs plus aisés et n'atteignent pas les groupes pauvres et vulnérables. Est évident le besoin de soutien pour la formulation et la mise en œuvre de plans d'action communautaires et de processus participatifs d'apprentissage et de recherche-action pour la gestion améliorée et à long terme de leurs ressources communes, et la gestion intégrée de leurs agroécosystèmes qui exigent aussi des mécanismes d'incitation opérationnels et de partage des bénéfices.

Élément 5: Structures de gestion des projets opérationnelles et efficaces.

Ce thème n'a pas été inclus comme élément distinct dans l'ACD car il s'est avéré trop difficile de séparer la gestion de la mise en œuvre pour le calcul de la situation de base et de l'alternative, en ce qui concerne les programmes nationaux. Les questions de gestion sont comprises dans les autres éléments du tableau de l'ACD ci-après.

L'alternative du FEM

La coopération régionale sera établie entre les pays partageant le bassin transfrontalier de la Kagera et la collaboration intersectorielle portera sur les questions de dégradation des terres, de perte de biodiversité, notamment les menaces à l'agrobiodiversité et leurs impacts sur la fixation du carbone, le régime hydrologique, les ressources en eau partagées (une partie du bassin du lac Victoria et du bassin du Nil) et les interactions avec la variabilité et le changement climatique. La collaboration inter pays et multi-parties prenantes concernera les questions transfrontalières identifiées et les facteurs institutionnels, stratégiques, techniques et socioéconomiques qui provoquent la dégradation, l'utilisation impropre et la surexploitation des ressources dans le bassin. Seront stimulées dans la région d'Afrique orientale et au plan international la prise de conscience et la compréhension des causes profondes et directes de la dégradation des terres et de ses effets sur la biodiversité et la structure et les fonctions de l'écosystème et, donc, sur la capacité des terres à soutenir les moyens d'existence.

On identifiera, mettra à l'essai et adoptera des mécanismes pour la gamme des agroécosystèmes (pastoraux, mixtes et agricoles) afin de fournir aux utilisateurs des terres et aux communautés un environnement favorable à l'adoption d'une gestion viable, durable et intégrée des terres et des agroécosystèmes (GDTA). Les plans d'action communautaires seront la base de la promotion de l'application accrue de pratiques améliorées de gestion des terres, notamment pour les ressources de propriété commune et les exploitations individuelles, grâce à la gestion adaptative et des possibilités et des incitations accrues. Les systèmes améliorés de gestion/utilisation des terres seront adaptés et démontrés grâce à la recherche-action participative pour une gamme d'agroécosystèmes, ciblant les territoires communautaires, les micro-bassins versants et les grandes superficies/écologies (pâturages, terres humides, forêts riveraines) dans le bassin tout entier. Les pratiques efficaces seront renforcées, y compris les systèmes de production diversifiés, les incitations à conserver la biodiversité et la réhabilitation des terres arables et des terrains de parcours dégradés, et on cherchera de réduire les pressions sur les terres humides, les forêts et les aires protégées. La durabilité sera assurée grâce à l'autonomisation des communautés locales et à leur participation aux prises de décisions et à la planification visant une gestion des ressources en terres/paysages à plus long terme, par le biais de mécanismes de règlement des conflits, et la recherche active sur la création de systèmes agricoles améliorés et durables et la remise en état des terres dégradées.

Sera accrue la prise de conscience des parties prenantes des valeurs et du potentiel des ressources/écosystèmes, de leurs fonctions écologiques vitales et de leurs répercussions sur les moyens d'existence, grâce aux démonstrations, à la gestion adaptative et l'autonomisation locale ; cela permettra de renforcer l'exploitation des opportunités/options économiques et d'amélioration des moyens d'existence en faveur de la gestion des terres et des agroécosystèmes. Les avantages de l'intensification durable qui consentiront de faire face à la croissance de la population et à d'autres pressions sur les ressources comprendront l'augmentation de la productivité (par unité de terres, eau et main-d'œuvre), l'adoption de pratiques susceptibles de remettre en état les terres dégradées et l'utilisation durable de l'agrobiodiversité (y compris les habitats, les ressources génétiques végétales et animales et les espèces associées – pollinisateurs, biotes du sol, prédateurs utiles). Parmi les avantages additionnels de la GDTA figurent la réduction des coûts pour les autorités locales/de district (réparation des routes, adduction d'eau et qualité de l'eau), des possibilités diversifiées de commercialisation (moins de dépendance vis-à-vis de produits limités), la conservation d'essences locales, d'espèces agricoles et de variétés de races de bétail (grâce à leur utilisation durable et productive) et, tout aussi important pour la durabilité à long terme, la capacité accrue à satisfaire les

besoins familiaux (sécurité alimentaire, eau, énergie, revenus) et à améliorer le bien-être (réduction de la pénibilité et de la vulnérabilité à la sécheresse, aux inondations et à la famine).

La GDTA aura été intégrée dans les processus de planification communautaires, du district et nationaux et d'établissement de budget, conformément aux objectifs, stratégies et plans d'action nationaux visant la sécurité alimentaire, la réduction de la pauvreté et la protection de l'environnement (SPRP, PAN, SPANB, l'agriculture y compris l'élevage et la sécurité alimentaire) et sera incorporée aux stratégies de gestion des ressources en eau à l'échelle du bassin. Seront formulés des politiques, normes et décrets intersectoriels harmonisés et appliquées des approches harmonisées dans toute la région pour décourager les pratiques entraînant la dégradation des terres et la perte de biodiversité et pour fournir des incitations à la GDTA dans l'ensemble du bassin. Des investissements accrus dans la gestion améliorée des terres et des écosystèmes du bassin et dans la restauration de la structures et des fonctions de l'écosystème produiront des avantages à long terme allant du niveau local au niveau mondial, y compris l'inversion des processus de dégradation des terres, la conservation de la biodiversité, notamment de la biodiversité agricole, et les services permanents de l'écosystème – régularisation des débits, stockage du carbone, cycle des nutriments et atténuation des effets du changement climatique.

Les coûts différentiels et les avantages du projet intégral sont présentés au tableau 2 ci-dessous. Les coûts différentiels totaux de l'alternative du FEM s'élèvent à environ 30,8 millions d'USD dont 6 363 000 (21 pour cent du coût total) représentent le montant demandé au FEM pour financer la totalité du projet. Le cofinancement du solde de 79 pour cent (24,5 millions d'USD) sera fourni par les quatre pays participants, la collaboration directe avec les programmes régionaux, les bénéficiaires locaux (communautés, agriculteurs et éleveurs), la FAO et un soutien ultérieur des bailleurs de fonds.

ANNEXE 1: TABLEAU 1 – ANALYSE DES COUTS DIFFERENTIELS RELATIFS DU PGTA DE LA KAGERA - ECHELLE MONDIALE

Échelle	Situation de base B	Alternative A	Augmentation A-B
Mondiale	<p>Des menaces pèsent à l'heure actuelle sur l'environnement mondial dues aux interrelations complexes entre l'utilisation des terres et la structure et les processus écosystémiques :</p> <ul style="list-style-type: none"> • Dégradation des terres avec perte de productivité (terres très dégradées dont la remise en état est trop coûteuse) et réduction de la capacité productive (propriétés biologiques, chimiques et physiques des sols ; capacité à supporter la végétation) qui sont des éléments indispensables pour satisfaire les exigences de populations mondiales et urbaines en expansion. • Perte d' (agro) biodiversité due à des changements d'affectation des terres, y compris : déforestation (réduction des superficies forestières et des arbres dans les paysages) ; transformation des terrains de parcours et des terres humides en terres agricoles ; intensification de l'utilisation des terres ; fragmentation des habitats). • Déforestation et dégradation des terres entraînant la réduction de la capacité de rétention de l'eau de pluie (ruissellement, humidité du sol), érosion et sédimentation en aval nuisant au régime hydrologique et aux fonctions des terres humides, et influençant les systèmes terrestres (productivité, risque de sécheresse/désertification) et les systèmes aquatiques (qualité et quantité de ressources hydriques précieuses et des eaux internationales). • Effets du changement du couvert végétal et du régime hydrologique sur la fixation du carbone (souterrain et aérien), variabilité et changement climatiques (augmentant la température du sol, les vagues de sécheresse et les risques de pluies intenses et d'inondations). 	<p>Les menaces à l'environnement mondial sont atténuées efficacement grâce aux mesures suivantes :</p> <ul style="list-style-type: none"> • Coopération internationale entre les pays partageant le bassin transfrontalier de la Kagera pour régler les questions relatives à la dégradation des terres, à la perte d'agrobiodiversité et à leurs effets sur le potentiel de production, la fixation du carbone, le régime hydrologique, les ressources hydriques partagées (principal débit dans le lac Victoria, une partie se déverse dans le bassin du Nil) et interactions avec le changement climatique. • Augmentation de la prise de conscience/compréhension au niveau international, notamment en Afrique, des facteurs provoquant la dégradation des terres et la perte de biodiversité dans des agroécosystèmes clés, leurs conséquences et les moyens de les réduire par la collaboration entre les pays visant le règlement des questions transfrontalières relatives et l'instauration d'un environnement propice à la gestion viable, durable, intégrée et diversifiée des ressources (systèmes mixtes agriculture-forêts-élevage qui réalisent les objectifs de renforcement de la sécurité alimentaire, de réduction de la pauvreté et de protection de l'environnement). • Inversion des processus de dégradation des terres et de perte de biodiversité, notamment l'agrobiodiversité (y compris les espèces utiles/sauvages associées et leurs habitats), renforcée par la prise de conscience accrue des valeurs/potentialités des ressources/écosystèmes, en particulier de leurs fonctions écologiques vitales et des options permettant l'amélioration de la gestion des ressources en terres et, des agroécosystèmes. • Démonstration de la capacité de la gestion durable des ressources à générer des moyens d'existence et des revenus – réduction des coûts (réparation des routes, approvisionnement en eau et qualité de l'eau), des possibilités diversifiées de commercialisation, d'amélioration du bien-être (réduction de la pénibilité et du risque de sécheresse, d'inondations et de famine). 	<p>Avantages mondiaux obtenus :</p> <ul style="list-style-type: none"> • Réduction de la menace de destruction, de fragmentation des habitats, de dégradation des terres et de perte associée de biodiversité. • Réduction du risque de la perte d'espèces agricoles indigènes et de variétés et d'espèces et races animales, y compris les espèces indigènes domestiquées et les espèces sauvages utiles. • Augmentation de la fixation du carbone dans les sols et la végétation, les terres agricoles, les pâturages/terrains de parcours, les forêts et les terres humides. • Établissement d'un mécanisme de coordination du projet à l'échelle du bassin apte à diffuser l'information et fournissant un environnement favorable à l'adoption diffuse de systèmes d'utilisation des terres et de pratiques de gestion améliorées dans le bassin et d'autres zones.

ANNEXE 1: TABLEAU 2 - ANALYSE DES COUTS DIFFERENTIELS RELATIFS AU PGTA DE LA KAGERA - ECHELLE SOUS-REGIONALE

Coûts des investissements	Situation de base B (Situation sans le projet)	Alternative A (situation avec le projet)	Augmentation A-B FEM et cofinancement
<p>Réalisation 1: Coordination transfrontalière, partage des informations et mécanisme de suivi et d'évaluation.</p> <p>1.1 Mécanisme de coordination à l'échelle du bassin.</p> <p>1.2 Système de gestion des connaissances à l'échelle du bassin.</p> <p>1.3 S-E et rapports financiers et d'avancement du projet.</p> <p>1.4 Structures de gestion du projet opérationnelles et efficaces.</p>	<p>Attention limitée accordée à l'amélioration de la gestion des ressources en terres agricoles et des moyens d'existence relatifs (élevage/agriculture) dans les approches du bassin hydrologique qui sont largement impulsées par le secteur de l'eau (PAALEN, PGELV).</p> <p>Les problèmes transfrontaliers ne sont pas bien affrontés par les interventions actuelles en matière de terres, agriculture et environnement à cause du manque de mécanismes transfrontaliers.</p> <p>Les contraintes sont : la faiblesse du dialogue entre les parties prenantes ; les conflits pour la gestion et l'utilisation des ressources ; la coordination limitée entre les secteurs, le manque de mécanismes de collecte, analyse et partage des connaissances/ informations au niveau des agroécosystèmes ; la diversité des approches adoptées par la gamme des intervenants.</p> <p>La répartition inadéquate des responsabilités entre les pays- districts- communautés et individus concernant les ressources en terres détermine la fragmentation des interventions et le manque de stratégies harmonisés aptes à réduire la sur-exploitation des ressources, la dégradation des terres, la perte de biodiversité et le risque à long terme que le bassin ne puisse soutenir l'augmentation de la population ,et la réduction de la vulnérabilité (insécurité alimentaire, marchés, changement climatique).</p> <p>Gouvernements: 1,563,000 USD Programmes des donateurs ; régionaux (PAALEN/ PGELV; FAO-Africover etc.) 1,944,760 USD et nationaux (AMIS;PDSA; PMA) 821,221USD Total partiel : 2,765,981 USD Total: 4,328,981 USD</p>	<p>Des mécanismes de coordination et de coopération transfrontaliers, le partage des informations et le suivi et l'évaluation des tendances et des progrès améliorent l'efficacité des efforts déployés par les pays du bassin de la Kagera pour réaliser la GDTA et la remise en état des terres dégradées.</p> <ul style="list-style-type: none"> • Dialogue et coopération régionaux (pour régler les questions à l'échelle du bassin et transfrontalières) et planification stratégique. • Partage et analyse des données et informations à l'aide de systèmes de gestion des connaissances faciles à utiliser (SIG, télédétection et outils électroniques) servant à guider la prise de décisions et faciliter un S-E participatif. • Partage des avantages en amont et aval dans le bassin grâce à l'amélioration de la gestion des ressources (réduction de l'érosion, du transport et du dépôt des sédiments, meilleure qualité de l'eau, santé améliorée de l'écosystème du bassin hydrographique). • Coordination entre les décideurs et les responsables des politiques des différents secteurs du bassin et entre les pays de la Kagera pour l'amélioration de la gestion des ressources du bassin en mettant l'accent sur la diminution des menaces et le partage des avantages (notamment avec les groupes pauvres et vulnérables). • Développement régional accru de la recherche participative sur les agroécosystèmes et du transfert de technologies. <p>Alternative: 8,412,374 USD</p>	<p>FEM 1,766,873 USD</p> <p>Cofinancement (gouvernements, projets, bénéficiaires) = 2,316,520 USD</p> <p>Total : 4,083,393 USD</p>

Coûts des investissements	Situation de base B (Situation sans le projet)	Alternative A (situation avec le projet)	Augmentation A-B FEM et cofinancement
<p>Réalisation 2: Création d'un cadre stratégique, de planification et législatif favorable</p> <p>2.1 GDTA aux niveaux national et du bassin, et intégrée dans les programmes de développement nationaux.</p> <p>2.2 Formulation et mise en œuvre d'actions réglementaires pour promouvoir la GDTA – ou éliminer ses contraintes.</p> <p>2.3 Cadre stratégique et de planification cohérent.</p>	<p>Les gouvernements accordent plus d'attention aux stratégies de réduction de la pauvreté (technologies, services, marché des produits améliorés) mais ne parviennent pas à réaliser la gestion à long terme des ressources naturelles/écosystèmes, à atténuer les pressions sur les ressources et à réduire l'insécurité alimentaire/vulnérabilité. L'adoption de politiques et de normes relatives à la gestion durable des ressources naturelles est faible pour diverses raisons : manque de coordination entre les secteurs, mise en application et connaissances limitées au niveau local, conflits entre les groupes d'utilisateurs pour leur application, manque de solutions de substitution viables, et faible intégration dans les processus locaux de planification/allocation de ressources budgétaires. Les questions particulières comprennent : i) l'insécurité du régime foncier qui limite les investissements dans la terre ; ii) des politiques qui favorisent la sédentarisation des éleveurs, limitant les transhumances saisonnières à la recherche de pâturages et d'eau en saison sèche, malgré leur justification pour l'utilisation durable des terres fragiles (faible capacité de charge) et l'adaptation aux périodes sèches et à la sécheresse ; iii) un certain appui à la planification des terres, mais principalement à des fins de délimitation, enregistrement, titres fonciers, et appui faible ou inexistant à la planification et à la gestion améliorée de grands territoires/paysages communautaires.</p> <p>Programmes gouvernementaux et programmes nationaux de donateurs 5,066,255 USD</p> <p>Programmes régionaux de donateurs 1,150,000 USD</p> <p>Total : 6,216,255 USD</p>	<p>Mise au point et application d'approches harmonisées, de politiques intersectorielles, de normes, de règlements administratifs allant du niveau local à celui du district, et du bassin versant, le cas échéant, qui améliorent les moyens d'existence tout en promouvant la GDTA et en décourageant les pratiques menant à la dégradation des terres et à la perte de biodiversité. Ces opérations commenceront par des processus participatifs visant à examiner et améliorer le cadre réglementaire des communautés cibles pour affronter les principales menaces qui pèsent sur les ressources et les contraintes à l'adoption de pratiques durables et à l'exploitation de possibilités de générer des avantages environnementaux et économiques. Bonne intégration de mesures/instruments (sécurité du régime foncier, outils de planification, incitations, etc.) dans les politiques, stratégies et actions nationales.</p> <p>Alternative: 7,912,917 USD</p>	<p>FEM : 423,342 USD</p> <p>Cofinancement : 1,273,320 USD</p> <p>Total : 1,696,662 USD</p> <p>(L'harmonisation des politiques et de la planification relatives au bassin du Nil est comprise dans l'élément 1 où le financement du gouvernement est plus faible)</p>

Coûts des investissements	Situation de base B (Situation sans le projet)	Alternative A (situation avec le projet)	Augmentation A-B FEM et cofinancement
<p>Réalisation 3: Création de capacités et de connaissances pour la promotion et le soutien technique de la GDTA dans le bassin.</p> <p>3.1 Méthodes et approches visant à promouvoir l'adoption de la GDTA mises au point et testées.</p> <p>3.2 Amélioration de la qualité des services fournis aux communautés rurales.</p>	<p>Baisse de la productivité et des fonctions des écosystèmes dans le bassin, due en partie aux capacités/connaissances limitées des utilisateurs des terres sur la façon de bénéficier de la gestion améliorée des ressources, et aux faibles aptitudes des responsables des politiques à se tenir compte des coûts de la dégradation en terme de baisse de productivité, de dégâts sur les routes, de la réduction des ressources en eau et de la perte en revenu futures. Faible capacité des techniciens /chercheurs de district à faciliter les processus d'apprentissage participatifs fondés sur le savoir et les innovations locaux, et à comprendre et promouvoir les approches intégrées de l'écosystème. Manque de liens entre le soutien technique à la gestion des ressources en terres et la gestion commerciale, le crédit et l'épargne, et l'autonomisation des bénéficiaires.</p> <p>Les services de soutien agricole privilégient les variétés commerciales à haut rendement et les races exotiques, ce qui détermine la perte de variétés agricoles/races de reproducteurs locales adaptées et compromet le développement des marchés de produits locaux. Les fournisseurs de services n'ont que des aptitudes réduites à affronter les causes (directes et forces motrices) de la dégradation et les difficultés auxquelles se heurtent les agriculteurs/éleveurs : baisse de productivité, adventices envahissantes dans les pâturages et les terres agricoles dégradées, utilisation insuffisante d'essences indigènes adaptées dans les paysages agricoles/pastoraux/forestiers.</p> <p>Abandon des pratiques traditionnelles de gestion des ressources et perte du savoir autochtone aggravés par le VIH/SID, l'exode rural et les mouvements de réfugiés, et par le manque de reconnaissance des savoirs et innovations des agriculteurs.</p> <p>Faible prise de conscience des répercussions sur les moyens d'existence dues à la réduction des fonctions écologiques naturelles (régime hydrologique, cycle des</p>	<p>Renforcement des capacités et des connaissances aux niveaux local, du district et central favorisant le soutien technique et la promotion de la GDTA dans le bassin. Méthodes et approches visant à promouvoir l'adoption de pratiques de GDTA (y compris l'élevage et l'agriculture) et identification, formulation et mise à l'essai d'approches écosystémiques grâce à des processus participatifs de recherche-action dans les zones cibles ; champs-essais pour l'apprentissage par l'action, démonstrations pour introduire de nouveaux options, visites d'échange avec d'autres zones/programmes pour partager les leçons apprises. Qualité améliorée des services fournis aux communautés cibles à l'aide d'approches inter-sectorielles, de l'exploitation des savoirs/innovations locaux ; gestion des agro-écosystèmes et prise de conscience par les divers acteurs des multiples bénéfices socioéconomiques et environnementaux pouvant être obtenus (des espèces et variétés des cultures/arbres locales, des produits forestiers non ligneux, des pâturages améliorés, de l'utilisation des ressources des terres humides et de la polyculture)</p> <p>Dépendance décroissante vis-à-vis de biens importés lorsque les produits de substitution locaux sont moins chers/plus disponibles et capacité accrue à satisfaire les besoins des ménages (sécurité alimentaire, eau, énergie, revenus).</p> <p>Autonomisation des communautés locale dans les prises de décision et la planification aux fins d'une gestion élargie des ressources/paysages/bassins versants et collaboration avec les ruraux à la mise au point de systèmes agricoles améliorés et durables.</p> <p>Renforcement des capacités à fournir des incitations à l'adoption de la GDTA et développement des marchés pour les produits disponibles localement.</p> <p>Capacité locale accrue par la recherche-action des</p>	<p>FEM : 1,230,003 USD</p> <p>Cofinancement : 3,636,520 USD</p> <p>Total : 4,866,523 USD</p>

Coûts des investissements	Situation de base B (Situation sans le projet)	Alternative A (situation avec le projet)	Augmentation A-B FEM et cofinancement
	nutriments, pollinisation, lutte biologique, etc.). Gouvernement et donateurs : 14,485,684USD Donateur régional : 960,320 USD Total pour la situation de base:15,446,004USD	agriculteurs, meilleure prise de conscience des opportunités et avantages (restauration des terres dégradées, adaptation à la sécheresse ; conservation de la biodiversité, diversification) et règlement des conflits. Alternative : 20,312,527 USD	
<p>Réalisation 4: Pratiques améliorées de gestion des terres et agroécosystèmes mises en œuvre et favorisant les utilisateurs des terres à travers le bassin.</p> <p>4.1 Plans participatifs de gestion des terres dans les communautés, les micro-bassins versants et les grandes unités foncières ciblés.</p> <p>4.2 Pratiques de GDTA adoptées par les agriculteurs/éleveurs dans les communautés cibles et reproduites plus largement.</p> <p>4.3 Démonstration et promotion de débouchés commerciaux et des mécanismes de partage des coûts-bénéfices pour les services environnementaux.</p>	<p>Systèmes agricoles non viables et leurs pressions sur les ressources en terre (sol, eau, biologiques), les terres humides de valeur, les forêts riveraines et d'autres habitats provoquant la perte de la structure et des fonctions de l'écosystème (dans les systèmes agricoles, les terrains de parcours, les terres humides et les forêts).</p> <p>Gouvernement et donateurs: 16,705,885 USD Donateur régional : 1,514,000 USD Total : 18,219,885 USD</p>	<p>Mise en œuvre de pratiques améliorées de gestion de l'utilisation des terres et des agroécosystèmes fournissant des avantages environnementaux locaux et mondiaux et des bénéfices socioéconomiques locaux pour la gamme des agroécosystèmes du bassin. Plans de gestion des terres fondés sur l'action participative et mis en œuvre dans des communautés, des micro-bassins versants et de grandes unités foncières cibles.</p> <p>Meilleures pratiques de GDT adaptées et adoptées avec succès par les agriculteurs et les éleveurs dans des communautés ciblées et reproduites ailleurs.</p> <p>Débouchés commerciaux et autres mécanismes de partage des coûts-bénéfices permettant la fourniture de services environnementaux identifiés, démontrés et promus parmi les utilisateurs des terres, y compris les paiements pour services environnementaux</p> <p>Alternative : 36,263,417 USD</p>	<p>FEM : 2,360,682 USD Cofinancement : 15,682,850 USD Total : 18,043,532 USD</p>
Réalisation 5: Gestion du projet	Ne pouvant être traitée à part, la situation de base est incorporée dans les éléments susmentionnés.	Alternative : 2,182,800 USD	<p>FEM : 582,800 USD Cofinancement: 1,600,000\$ Total : 2,182,800 USD</p>
Coûts d'investissements totaux	Grand Total : 44,211,125 USD	Grand Total : 75,084,035 USD	<p>FEM : 6,363,700 USD Cofinancement: 24,509,210\$ Total : 30,872,910 USD</p>

ANNEXE 1 TABLEAU 3: Programmes et projets régionaux et nationaux fournissant un cofinancement en faveur de la GDTA à l'appui du PGTA Kagera (2008-2013)

Origin	Source du cofinancement	Montants des cofinancements (USD)	Totaux (USD)
Burundi	Gouvernement - provinces, bénéficiaires Programmes gouvernement/donateurs - PRASAB - PABV	860,000 2,400,000 3,000,000	6,260,000
Rwanda	Gouvernement - provinces, bénéficiaires et Fonds pour le développement communautaire (MINAGRI, MINATTE) Programmes gouvernement/donateurs - AID/AMIS - BAD/PAIGELAC et PADAB - FIDA/PRDCIU	768,000 1,285,000 2,710,760 1,530,000	6,293,760
Ouganda	Gouvernement (MAAIF, MLD), districts et bénéficiaires Programmes gouvernement/donateurs PMA/PNSCA FIEFOC NLPIP	260,800 797,000 2,150,000 500,000	3,707,800
Tanzanie RU	Gouvernement (MAFC, MLD, DOE), districts de Karagwe et Bukoba et bénéficiaires Programmes gouvernement/donateurs ASDP/DASIP (MAFC et DAO) Ministère du développement zootechnique	418,650 1,694,400 350,000	2,463,050
Régionale	Programmes régionaux financés par des donateurs CATALIST (Burundi, Rwanda), Pays-Bas/IFDC PAALEN-PGIRE, Norvège Développement économique de Bugesera, Luxembourg	4,000,000 481,000 299,000	4,780,000
FAO		351,000	351,000
ASARECA	Recherche régionale (gestion des eaux et des sols, changement climatique)	300,000	300,000
ONG	INADES et Réseau Afrique 2009	353,600	353,600
TOTAL			24,509,210

3. BUDGET DU PROJET

ORACLE Budget	ORACLE Rapport	Description	Coûts unitaires USD	s/m /no.	Élément 1	Élément 2	Élément 3	Élément 4	Élément 5	TOTAL
Personnel du projet - salaires										
Fonctionnaires régionaux/nationaux										
5300	5011	Coordonnateur régional/Conseiller technique	5,000	54	105,000	20,000	35,000	50,000	60,000	270,000
		Directeur national du projet/Conseiller technique Burundi	3,000	54	68,947	18,232	34,108	25,713	15,000	162,000
		Directeur national du projet/Conseiller technique Rwanda	3,000	54	68,947	18,232	34,108	25,713	15,000	162,000
		Directeur national du projet/Conseiller technique Ouganda	3,000	54	68,947	18,232	34,108	25,713	15,000	162,000
		Directeur national du projet/Conseiller technique Tanzanie	3,000	54	68,947	18,232	34,108	25,713	15,000	162,000
		Total partiel des salaires des fonctionnaires :		270.0	380,788	92,928	171,432	152,852	120,000	918,000
Fonctionnaires internationaux										
		Conseiller financier et pour les questions budgétaires (temps partiel)	12,904	14,0	0	0	0	0	180,656	180,656
		Conseiller pour les ressources humaines et les achats (temps partiel)	12,904	13,8	0	0	0	0	178,589	178,589
				27.8	0	0	0	0	359,245	359,245
Personnel du projet - voyages										
		Coordonnateur régional/Conseiller technique – voyages			5,161	721	2,111	4,878	10,250	23,000
		Coordonnateurs nationaux/Conseiller technique Burundi – voyages			9,925	1,386	4,059	9,380	7,000	29,750
		Coordonnateurs nationaux/Conseiller technique Rwanda – voyages			9,925	1,386	4,059	9,380	7,000	29,750
		Coordonnateurs nationaux/Conseiller technique Ouganda – voyages			9,925	1,386	4,059	9,380	7,000	29,750
		Coordonnateurs nationaux/Conseiller technique Tanzanie – voyages			9,925	1,386	4,059	9,380	7,000	29,750
		Total partiel voyages des fonctionnaires :			44,860	6,265	18,347	42399	38,250	142,000
5570	5013	Consultants internationaux - honoraires								
		Gestion/planification des terres/agroécosystèmes	11,000	14,0	55,000	8,800	44,000	44,000	0	151,800
		Régime foncier/accès aux ressources	11,000	4,0	11,000	22,000	5,500	5,500	0	44,000
		Gestion des ressources naturelles – Système de S-E	10,500	3,0	10,500	5,250	5,250	10,500	0	31,500
		Agroécosystèmes durables – incitations et politiques	10,500	2,0	10,500	3,500	3,500	3,500	0	21,000
		Conseiller en GTD – pour les processus des champs-écoles des producteurs	6,450	6,0	3,225	3,225	12,900	19,349	0	38,699
		Évaluation à mi parcours	10,500	1,3	5,250	1,050	2,100	5,250	0	13,650
		Évaluation finale	10,500	2,0	8,400	2,100	3,150	7,350	0	21,000
		5542 Total partiel: Consultants Internationaux- honoraires		32,3	103,875	45,925	76,400	95,449	0	321,649

ORACLE Budget	ORACLE Rapport	Description	Coûts unitaires USD	s/m /no.	Élément 1	Élément 2	Élément 3	Élément 4	Élément 5	TOTAL
5570	5021	Consultants internationaux - voyages								
		Gestion/planification des terres/agroécosystèmes – voyages	4,650	9,0 trip	27,782	2,344	5,863	5,861	0	41,850
		Régime foncier/accès aux ressources – voyages	4,650	4,0	5,460	4,650	3,050	5,440	0	18,600
		Gestion des ressources naturelles–système de S-E – voyages	4,650	3,0	5,595	2,780	2,288	3,287	0	13,950
		GDTA - incitations et politiques – voyages	6,000	2,0	6,812	1,672	1,968	1,548	0	12,000
		Conseiller processus des champs-écoles des producteurs (basé dans la région)			2,020	1,120	5,280	11,580	0	20,000
		Conseiller financier et pour les questions budgétaires (temps partiel) – voyages			0	0	0	0	0	0
		Conseiller en ressources humaines et achats (temps partiel)			0	0	0	0	0	0
		Évaluation à mi parcours – voyages		1,0	9,023	1,260	3,690	8,528	0	22,500
		Évaluation finale – voyages		1,0	14,436	2,016	5,904	13,644	0	36,000
		Ateliers initiaux et finaux		2 trips	802	112	328	758	8,000	10,000
		Réunions techniques – élevage, pâturages, PSE		4 trips	12,218	1,008	2,952	1,822	2,000	20,000
		5684 Total partiel : Consultants internationaux - voyages			84,148	16,962	31,323	52,468	10,000	194,900
5570	5013	Consultants nationaux/régionaux - honoraires								
		Études préliminaires sur la GDT – Burundi et zones cibles dans le bassin	3,000	6,0	7,500	1,500	3,000	6,000	0	18,000
		Formateurs en GDT/Coordonnateurs d'ateliers	3,000	10,0	6,000	1,680	12,920	9,400	0	30,000
		Formation des CEP	3,000	5,5	500	500	3,500	12,000	0	16,500
		Communications et préparation/gestion de sites web	3,000	11,0	25,500	1,500	1,500	4,500	0	33,000
		Participants nationaux à l'évaluation intérimaire (4)	3,500	0,8	1,000	350	450	1,000	0	2,800
		Participants nationaux à l'évaluation finale (4)	3,500	1,2	1,680	420	840	1,260	0	4,200
		5543 Total partiel : Consultants nationaux - honoraires		34,5	42,180	5,950	22,210	34,160	0	104,500
5570	5013	Consultants nationaux/régionaux - voyages								
		Études préliminaires sur la GDT – voyages			5,013	700	2,050	4,738	0	12,500
		Formateurs/Coordonnateurs d'ateliers en matière de GDT			20,050	2,800	8,200	18,950	0	50,000
		Formateurs CEP – voyages			5,293	739	2,165	5,003	0	13,200
		Communications et sites web – voyages			1,604	224	656	1,516	0	4,000

ORACLE Budget	ORACLE Rapport	Description	Coûts unitaires USD	s/m /no.	Élément 1	Élément 2	Élément 3	Élément 4	Élément 5	TOTAL
		Participants nationaux à l'évaluation intérimaire (4)			930	130	380	879	0	2,320
		Participants nationaux à l'évaluation finale (4)			1,315	184	538	1,243	0	3,280
		5685 Total partiel : Consultants nationaux - voyages			34,205	4,777	13,989	32,329	0	85,300
5500	5012	Personnel de soutien								
		Assistance temporaire/main-d'œuvre occasionnelle		17,0	35,180	4,913	14,388	33,250	0	95,850
		5337 Total partiel : Personnel de soutien		17,0	35,180	4,913	14,388	33,250	0	95,850
5650	5014	Contrats (Commandes de services/lettres d'accord)								
		Analyse et formation en matière de SIG/T – centre régional	2 LOA		30,050	2,800	13,200	3,950	0	50,000
		Gestion des agroécosystèmes/de la biodiversité (agriculture et élevage)	8 LOA		12,832	1,792	5,248	12,128	0	32,000
		Études sur les objectifs/surveillance des impacts environnementaux : pâturages, terres humides, énergie, fixation du carbone, brûlages, dégradation des terres, biodiversité	12 LOA		16,040	2,240	6,560	15,160	0	40,000
		Surveillance des avantages/impacts relatifs aux moyens d'existence durables	8 LOA		12,832	1,792	5,248	12,128	0	32,000
		Planification communautaire/du paysage pour la GDT et le régime foncier	8 LOA		10,000	4,480	35,200	30,320	0	80,000
		Formation aux techniques de GDT + démonstration de matériel – agriculture de conservation, gestion globale du bétail, récolte d'eau	12 LOA		7,440	8,288	60,272	72,000	0	148,000
		Gestion des systèmes de données/informations	4 LOA		25,664	3,584	10,496	24,256	0	64,000
		Formation sur le tas et élaboration de programmes d'études en matière de GDTA (ONG, collègues) – soutien permanent	4 LOA		30,000	14,000	111,250	94,750	0	250,000
		Activités de GDT avec les champs-écoles et leurs réseaux	grants		30,000	40,320	137,680	512,000	0	720,000
		Plans d'action communautaires et gestion des bassins versants, et régime foncier	grants		40,600	33,600	98,400	427,400	0	600,000
		Planification de l'utilisation des terres et sensibilisation au niveau du district (soutien aux animateurs et aux équipes interdisciplinaires)	22 LOA		28,972	9,632	48,208	85,188	0	172,000
		Élaboration et mise à l'essai de mesures d'incitation (PSE-fixation du C, eau, biodiversité)	6 LOA		54,420	4,984	14,596	15,000	0	89,000

ORACLE Budget	ORACLE Rapport	Description	Coûts unitaires USD	s/m /no.	Élément 1	Élément 2	Élément 3	Élément 4	Élément 5	TOTAL
		Développement pastoral durable			19,729	2387	4,229	4,229	0	30,574
		5571 Total partiel : sous-contrats (services)			318,579	129,899	550,587	1,308,509	0	2,307,574
5920	5023	Formation de groupe								
		Régionale/nationale : mesures stratégiques et d'incitations en matière de GDT			20,050	2,800	8,200	18,950	0	50,000
		Formation à la collecte et à l'analyse des données			9,023	1,260	3,690	8,528	0	22,500
		Formation des formateurs à l'apprentissage et la gestion adaptative participatifs en matière de GDT (CEP/PLAR)			26,466	3,696	10,824	25,014	0	66,000
		Planification/création de capacités communautaires			20,050	2,800	8,200	18,950	0	50,000
		Sensibilisation/prise de conscience en matière de politiques et lois			17,644	2,464	7,216	16,676	0	44,000
		Création de capacités pour les utilisateurs des terres (par le biais des CEP)			40,100	5,600	16,400	37,900	0	100,000
		Visites d'échange d'utilisateurs des terres			30,075	4,200	12,300	28,425	0	75,000
		Visites de terrain par des conseillers techniques nationaux			8,020	1,120	3,280	7,580	0	20,000
		5905 Total partiel : Formation de groupe/ tournées de terrain			171,428	23,940	70,110	162,023	0	427,500
		Réunions/ateliers (techniques et stratégiques)								
5900	5021	Atelier régional initial – y compris avec les membres des CDP	1,0		20,035	2,960	5,740	6,265	0	35,000
		Ateliers nationaux initiaux/ateliers des parties prenantes, y compris les CDP nationaux	4,0		20,040	2,240	6,560	11,160	0	40,000
		Réunions du CDRP et examen des politiques	2,0		30,000	5,000	7,500	7,500	0	50,000
		Réunions des CRCT régionaux avec visites de terrain pour examiner/approuver les propositions de GDTA	2,0		16,040	2,240	6,560	15,160	0	40,000
		Ateliers nationaux de formation à des questions de politique, juridiques et de planification – guidés par des membres des CDP/CRCT	8,0		16,000	4,000	16,000	4,000	0	40,000
		Atelier régional sur le partage des expériences et des leçons apprises	1,0		12,000	2,500	7,500	3,000	0	25,000
		Atelier final sur les politiques de GDT/TerraAfrica/PSI	4,0		14,480	1,120	3,280	1,120	0	20,000

ORACLE Budget	ORACLE Rapport	Description	Coûts unitaires USD	s/m /no.	Élément 1	Élément 2	Élément 3	Élément 4	Élément 5	TOTAL
		Chauffeurs/main-d'œuvre occasionnelle – voyages			2,807	392	1,148	2,653	0	7,000
		5698 (Voyages de personnes n'appartenant pas au personnel)			131,402	20,452	54,288	50,858	0	257,000
		Total partiel : réunions/ateliers								
6000	5024	Matériel fongible								
		Matériel de bureau et petit matériel			25,584	3,573	10,463	24,180	8,700	72,500
		Pièces détachées d'appareils importants			30,075	4,200	12,300	28,425	0	75,000
		Matériel de vulgarisation/formation			2,010	560	3,640	3,790	0	10,000
		5024 Total partiel : matériel fongible			57,669	8,333	26,403	56,395	8,700	157,500
6100	5025	Matériel non fongible								
		Matériel de gestion des terres pour les activités et le suivi de terrain			56,140	7,840	22,960	53,060	0	140,000
		Ordinateurs et imprimantes (URP, SIG/T, UNP)		6 sets	4,010	560	1,640	3,790	10,000	20,000
		Ordinateurs et imprimantes portables (15 des 22 centres d'information/suivi de district)		15 sets	7,500	7,500	7,500	7,500	0	30,000
		GPS, appareils photographiques, projecteur PPT, téléphones portables, etc.		4 sets	18,246	2,548	7,462	17,245	2,500	48,000
		Motos pour les URP, UNP et AD		20	21,654	3,024	8,856	20,466	6,000	60,000
		Véhicules à 4 roues motrices		4	45,684	9,173	20,863	42,080	22,200	140,000
		5025 Total partiel : matériel non fongible			153,233	30,645	69,281	144,141	40,700	438,000
6300	5028	Frais courants d'exploitation								
		Impression de matériels de vulgarisation/formation			9,143	1,277	3,739	8,641	0	22,800
		Impression de rapports/publications			13,421	1,176	3,444	2,959	0	21,000
		Médias et communications			10,053	845	8,475	1,721	5,905	26,999
		Gestion de la base de données			23,228	1,568	1,592	11,612	0	28,000
		Frais courants d'exploitation			45,240	10,920	39,000	60,840	0	156,000
		Frais divers (y compris provision pour la hausse des prix et les aléas matériels)			41,726	10,072	35,971	56,114	0	143,883
		Opération et entretien – véhicules			36,090	5,040	14,760	34,110	0	90,000

ORACLE Budget	ORACLE Rapport	Description	Coûts unitaires USD	s/m /no.	Élément 1	Élément 2	Élément 3	Élément 4	Élément 5	TOTAL
		Opération et entretien – matériel			10,025	1,400	4,100	9,475	0	25,000
		Frais divers			20,401	56	164	10,379	0	1,000
		5028 Total partiel : Frais courants d'exploitation			209,327	32,354	111,245	195,851	5,905	554,682
		TOTAUX GÉNÉRAUX			1,766,873	423,342	1,230,003	2,360,682	582,800	6,363,700
Note: suivant le Mécanisme d'identification du projet, le projet intégral = 6,363,700 USD et 10% de fonds d'agence = 636,300 USD										
Total = 7,000,000 USD										

